

Contribution au débat préparatoire du Congrès extraordinaire du PCF

Fermeté idéologique et ouverture au mouvement populaire : rebâtir un Parti Communiste tribun du peuple

L'année 2017 a marqué pour le PCF une nouvelle étape dans le processus de recul de son influence sur les masses et de son attractivité organisationnelle, eux-mêmes conséquences d'un profond recul sur le plan idéologique et, subséquemment, dans l'analyse stratégique et tactique. A tel point que le Parti n'apparaît plus aujourd'hui comme la principale force d'opposition à gauche ; il est dépassé par la France Insoumise, expression d'une social-démocratie radicale avec laquelle il va nous falloir compter, et au sujet de laquelle il importe d'avoir une tactique adaptée.

Que faire ? Comment sortir de cette situation ? Cette contribution porte un ensemble de propositions qui sont de nature à redonner au parti une ligne idéologique vigoureuse pour suivre l'étroite ligne de crête qui nous permettra de rebâtir le parti communiste de combat et tribun du peuple dont la France des travailleurs a besoin. Il nous paraît important que ce texte soit lu, partagé et largement débattu dans le parti.

Le PCF d'hier à aujourd'hui ou la victoire de l'opportunisme

La déshérence idéologique du Parti l'a conduit à abandonner petit à petit aux cours de ces dernières décennies les éléments fondamentaux de la théorie révolutionnaire des communistes – le marxisme-léninisme, guide pour l'action – qui avait permis au PCF de devenir au cours du XXème siècle le premier parti ouvrier de France, en capacité de diriger, dans l'objectif de la prise du pouvoir, un front social large avec la classe ouvrière au centre.

Pendant 50 ans, des années 1930 aux années 1980, le PCF et ses premiers dirigeants (Maurice Thorez, Jacques Duclos, Waldeck Rochet, Georges Marchais) ont su être de véritables tribuns du peuple, défenseurs des intérêts immédiats des différentes couches du monde du travail, mais aussi faisant progresser son organisation et sa conscientisation dans l'objectif de la réalisation de ses intérêts historiques, à savoir la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste.

Malheureusement, la fétichisation des succès tactiques (le Front Populaire notamment) a conduit à vouloir transformer en stratégie électorale hors contexte une ligne conjoncturelle antifasciste: c'est ainsi qu'est né dès 1956 à l'occasion de l'anniversaire des 20 ans du Front Populaire le projet « d'union de la gauche », qui aboutira en 1972, après le congrès d'Epinay du PS qui marquait une volonté de la social-démocratie de se tourner vers le PCF.

Le « programme pour un gouvernement d'union populaire » était la théorisation opportuniste par le Parti de la nécessité de l'alliance stratégique avec le PS, considéré alors comme le « parti des classes moyennes », abandonnant ainsi ces « nouvelles couches salariées » au PS..., avant

d'ailleurs de vouloir finalement contester l'hégémonie du PS en s'alignant sur ce dernier et au détriment de la classe ouvrière. L'alliance STRATEGIQUE avec le PS pour la « conquête du pouvoir », c'était répandre l'idée que le Parti ne pouvait plus être le « tribun du peuple », à savoir le porte-parole de TOUTES les couches opprimées et exploitées de la société ; c'était répandre l'idée qu'il était un parti comme les autres réduit à des combinaisons électorales et gouvernementales dans lesquelles - le rapport de force étant ce qu'il est sous la société capitaliste - il ne pouvait que se placer à la remorque de la social-démocratie.

Le déclin du Parti date précisément de cette période, tant en terme de perte d'effectifs, de moindre engagement dans les luttes, que de résultats électoraux. De premier parti de la gauche au début des années 70, il est relégué à la seconde place dès 1981 avec la victoire de François Mitterrand et réduit quasi à néant lors de l'élection présidentielle de 2007.

Cet opportunisme stratégique était la voie française de ce qui s'appellera « l'eurocommunisme », à savoir la volonté d'un certain nombre de partis communistes européens, dont en premier lieu le parti italien, de trouver une voie différente de celle prise par l'URSS en 1917, non seulement sur la forme (qui est toujours liée au contexte donné) mais plus fondamentalement sur le fond : à savoir la croyance qu'il pourrait y avoir désormais une « révolution » par les urnes, simplement en gagnant la majorité parlementaire avec des alliés ; la croyance que la bourgeoisie consentira volontairement à la socialisation des moyens de productions, c'est-à-dire à la confiscation de ses biens.

Cette stratégie axée sur la conquête électorale a conduit le Parti à donner une place démesurée à ses élus, ce qui a contribué à accroître progressivement sa dépendance au système électoral bourgeois (y compris financièrement, les cotisations des adhérents n'étant plus qu'un élément secondaire du budget du parti). Plus encore, la dérive de certains élus séduits par la respectabilité ou flattés par la fréquentation des ors de la république, est venue ternir un peu plus le tableau. Qui plus est, lors des élections législatives de 1993, les élus communistes se sont octroyés l'autonomie de vote par rapport au Parti, rompant avec l'un des points fondateurs du PCF en 1920 au Congrès de Tours et qui en avait fait un parti différent des autres. Parachevant le tout, en 1994, c'est le président de l'Association des Elus Communistes – Robert Hue - qui devient secrétaire général ; plus qu'un symbole : les élus sont au poste de commande.

Cette stratégie décrédibilise le parti. Pour préserver des sièges, le parti a assoupli sa ligne pour nouer plus facilement des alliances. Pour sauver les élus, le PCF peut se priver de critiquer sévèrement certains appareils avec lesquels il a l'habitude de travailler (ex : le PS) ou encore appeler la population à faire des choix inadmissibles pour obtenir un geste en retour, tout en poussant, après coup, de grands cris stériles quand les gestes charitables, pour lesquels on a tant sacrifié, sont refusés.

Le dernier quinquennat du PS a fait considérablement souffrir le peuple et tous les élus PS sont responsables de cela. Benoît Hamon a, par exemple, été ministre au début du quinquennat durant une réforme des retraites, l'ANI, le CICE. Quand il a quitté le gouvernement, ce prétendu « frondeur » n'a jamais voté la censure contre la loi El Khomri. Pour autant, le PCF ne s'est pas gêné pour appeler Jean-Luc Mélenchon à discuter et à se rassembler avec lui à la Présidentielle, sans demander et peser pour le retrait de Benoit Hamon qui eut été stratégiquement plus bénéfique... Il en est de même pour Najat Vallaud Belkacem qui a soutenu Manuel Valls à la primaire du PS et que le PCF a soutenu au second tour des législatives contre un candidat En

Marche. Tous ces choix opportunistes du PCF le fait passer pour un parti « comme les autres », un parti de la démocratie bourgeoise, ce qui contribue à l'effacer et à le décrédibiliser aux yeux des travailleurs et des électeurs. Pire encore, cela crée un vide politique ; cela empêche l'élaboration et la diffusion d'une réelle critique scientifique et radicale du capitalisme. Cela laisse donc un espace politique disponible à d'autres organisations. Espace aujourd'hui récupéré et occupé par la France Insoumise, mouvement qui a le même objectif réformiste que l'actuel PCF (la « révolution citoyenne » de Mélenchon ne diffère guère, sur le fond, de notre « *processus de transformation sociale fondé sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs* » selon la formule votée au 37ème congrès), mais qui a su s'imposer en se démarquant stratégiquement des Partis gestionnaires du système comme le PS.

Les conditions objectives dans lesquelles nous luttons :

contre-révolution et affaiblissement du Parti

Sur le plan international, la défaite du camp socialiste – et notamment de l'URSS - au tournant des années 80/90 et la virulente campagne idéologique anticommuniste qui l'a accompagné, a placé le mouvement ouvrier révolutionnaire sur la défensive partout dans le monde. Ce choc de la contre-révolution a ouvert une nouvelle période historique, refermant temporairement la période de l'ère des Révolutions ouverte en 1917. Désormais, dans cette ère contre-révolutionnaire qui a donné un coup d'accélérateur au détricotage ultralibéral de tous les conquies sociaux du siècle, il s'agit d'abord pour le mouvement ouvrier et populaire de résister et de reposer les jalons politiques et idéologiques qui permettront ultérieurement d'envisager à nouveau la perspective communiste qui s'est éloignée.

Ce contexte mondial contre-révolutionnaire est à prendre en compte pour mesurer à sa juste valeur toutes les manifestations de résistance à ce « nouvel ordre mondial » et de reprises partielles de la lutte pour le camp progressiste, sous des formes très diverses : grand mouvement social d'octobre-novembre 1995 en France, manifestations « altermondialistes » à Seattle en 1999 au sommet de l'OMC et à Gênes en 2001 au sommet du G8, nouveau cours progressiste en Amérique latine avec la révolution bolivarienne à partir de 1998 au Venezuela, mais aussi en Bolivie (Morales depuis 2006), en Equateur (Correa), Uruguay et même Brésil (Lula da Silva), mouvement social de 2003 en France puis victoire du Non au référendum contre le Traité Constitutionnel Européen en 2005, tentatives dans la foulée de bâtir un « front antilibéral » large... qui aboutira à la constitution du Front de Gauche en 2008/2009 puis aux 11% de Mélenchon en 2012, enfin aux 19,6% de 2017.

Dans le même temps, le PCF comme force militante organisée, mais aussi dans sa capacité d'influence, s'est considérablement affaibli, et cela constitue une donnée objective à prendre en compte.

En 1978 le Parti avait encore 565 000 adhérents (cartes distribuées), à ce moment précis de bascule politique où, pour la première fois sous la 5ème République, les socialistes ont un résultat électoral supérieur à celui des communistes (et vont donc prendre l'ascendant). Lors de la participation au gouvernement de 1981-1984, le Parti perd un quart de ses adhérents ! Il en perd plus de 41% lors de la période de la « gauche plurielle » en 1997-2002 ! Par la suite, malgré

un bref léger regain, l'affaiblissement est constant. En 2016, pour le congrès, seuls 52 874 militants ont encore leurs cartes. Même les bastions historiques du Parti Communiste sont touchés par cette érosion, puisqu'entre 2006 et 2016 les fédérations du Val de Marne et de Seine-Saint-Denis perdent par exemple 75% de leurs adhérents. Nationalement, en 10 ans, le Parti perd plus de 60 % de ses adhérents. Depuis le Programme commun de 1972, le Parti Communiste a perdu 83% de ses adhérents.

Alors qu'en 1968, le parti représentait un peu plus de 6 militants pour mille habitants, en 2016, il ne représente plus que 0,82 pour mille de la population. C'est-à-dire qu'il faut compter un militant communiste pour 1220 habitants aujourd'hui quand il y en avait un pour 150 habitants en 1936.

Ceci se reflète aussi dans l'influence électorale. Nous sommes passés de 28,6% en novembre 1946 à 2,7% en juin 2017, plus faible score de notre histoire (plus bas que les 4,3% de juin 2007 considérés alors comme notre pire score). Ce score de 2,7% cache, de plus, un terrible affaiblissement confinant à la marginalisation dans de très nombreuses zones du pays. 85% de nos candidats ont fait moins des 5%. Seuls 26 candidats ont fait plus de 10%, ce qui représente 27,4% de toutes les voix du PCF et révèle que l'influence du parti se réduit à des « bastions ». Ces bastions sont très localisés, en fonction d'une influence communale forte (parfois liée à des personnalités). Le parti n'est plus perçu comme un parti d'influence nationale en capacité de rayonner en dehors de ses bastions. Par exemple, à Grenay, mairie communiste du Pas-de-Calais, le candidat-maire obtient 38,4% dans sa commune aux législatives, mais seulement 3,5% dans la commune voisine de Bully les Mines, et moins encore dans la grande ville voisine de Liévin. Le même constat peut être fait dans bien d'autres endroits.

La concentration militante se fait aussi autour de ses « bastions » : ainsi, près de 20% des adhérents de la Fédération du Nord du PCF se trouvent concentrés dans la 16ème circonscription du Nord, qui ne représente que 4,5% de la population du Nord. De nombreux territoires peuplés se trouvent ainsi vidés ou avec des sections qui ne sont plus en capacité d'animer une véritable vie du Parti, sans parler des cellules, qui ont disparues du paysage.

Parti et « Front » : réapprenons à marcher sur nos deux jambes !

Il y a urgence à reconstruire un véritable parti communiste. Il y a urgence à renouer avec l'esprit de ce que fut le parti léniniste fondé à Tours en 1920, parti de « type nouveau » en ce qu'il rompait avec toutes les habitudes et les pratiques des partis traditionnels, y compris des partis ouvriers sociaux-démocrates marqués par l'opportunisme et le parlementarisme. C'est un tel parti qui a su attirer à lui les meilleurs éléments du mouvement ouvrier organisé, fortement teinté alors par l'anarchisme, et qui a fait du PC un parti d'avant-garde lié aux éléments les plus conscients des travailleurs, avec un véritable rôle moteur qui s'exprimera magistralement dès le Front populaire. Il ne s'agit pas d'idéaliser un passé mythique mais de saisir l'efficacité partout constaté de certains principes théoriques, pratiques et organisationnels issue de la très riche expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire.

La fermeté idéologique du parti, son esprit d'organisation et d'engagement de ses militants formés, la lutte permanente contre l'opportunisme, c'est cela qu'il nous faut retrouver.

Cela nécessite aussi une analyse lucide du contexte de la lutte de classe aujourd'hui : les communistes ne se paient pas de mots, savent analyser un rapport de force, dans l'objectif de surmonter nos faiblesses pour aller de l'avant. Car si notre objectif stratégique ne change pas (le renversement de la classe capitaliste et la construction d'une société socialiste-communiste), ce qui nécessite un Parti état-major de la révolution en capacité de diriger la classe ouvrière et les autres couches travailleuses de la société, il y a bien différentes manières, bien différentes étapes, liées au contexte, pour arriver à être en position de diriger efficacement le processus révolutionnaire.

Dans cet objectif, il y a parfois la nécessité de bâtir des fronts intermédiaires comme étape dans le processus révolutionnaire. Le Front Populaire – front antifasciste - en fut un, le front de la résistance à l'occupant en fut un autre. Bien entendu, les communistes doivent garder en tête à chaque fois qu'il s'agit de front intermédiaire avec des alliés mouvants, et que ce n'est pas ce front qui, de lui-même, se transforme en force révolutionnaire œuvrant au renversement du pouvoir bourgeois. Le croire, ou la faire croire, est une déviation de droite qui conduit à s'aligner sur les éléments droitiers du front.

De même aujourd'hui en 2018, dans le contexte de la vague contre-révolutionnaire ultra-libérale et des contre-tendances antilibérales qui s'expriment, le Parti communiste doit bâtir une politique de front conjoncturelle avec les principales forces antilibérales qui s'expriment, c'est-à-dire aujourd'hui principalement la France Insoumise (sans se priver de sa critique – voir les parties suivantes). Ne pas le faire consisterait à se couper (danger du sectarisme) de larges masses qui pour une part non négligeable viennent juste de se remettre en mouvement politiquement. Il est important ne pas laisser croire toutefois que de ce front naîtra ipso facto la « révolution » (déviation de droite !), mais le situer précisément comme étape.

C'est autant dans les formations théoriques et dans l'amélioration du travail organisationnel que dans la bonne tenue de cette tactique de front que le Parti se reconstruira comme un parti révolutionnaire, et sera à nouveau en capacité de sortir de sa marginalité et de repartir à la conquête des masses. Hier comme aujourd'hui, réapprenons à marcher sur nos deux jambes !

La « France Insoumise » : émergence d'une résistance politique antilibérale de masse à prendre en compte pour un travail de front conjoncturel.

Face aux politiques « libérales » de détricotage systématique des conquies de nos parents et grands-parents (« *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » disait Denis Kessler vice-président du MEDEF en octobre 2007), les voies de la résistance sont multiples. Résistances d'abord souvent partielles, parcellaires, limitées mais points d'appui pour reconstruire une conscience collective de la nécessité du changement de société, pour conduire in fine les acteurs de ces résistances à une conscience communiste.

En 2005 en France, un mouvement a commencé à se restructurer contre la principale force institutionnelle de la bourgeoisie en Europe : l'Union Européenne. Le peuple français refusait le Traité de Constitution Européenne et sa concurrence « libre et non faussée ». Certes, aux élections présidentielles suivantes en 2007, cette résistance antilibérale ne trouva pas d'expression commune, mais elle indiquait une voie possible. Et c'est dans ce contexte qu'est

créé le Front de Gauche en 2009, principalement par le Parti Communiste et le Parti de Gauche (scission antilibérale du PS). D'autres organisations se rallieront nationalement ou localement tandis qu'un certain nombre de citoyens n'appartenant pas ou n'appartenant plus à des organisations politiques se retrouvèrent dans ce front. Cela donnait ainsi une traduction politique aux multiples luttes sectorielles de résistance à la casse antilibérale (pensons par exemple, dans cette période, en octobre 2009, à la votation citoyenne pour la défense de La Poste).

Bien sûr, il ne s'agissait pas là de conscience claire sur le projet de société communiste à bâtir sur les ruines de la société capitaliste, mais simplement la construction d'un front de résistance contre les manifestations de cette politique de destruction de nos conquies et de marchandisation. Une première étape indispensable.

Un espoir renaissait dans la population avec l'idée que l'austérité n'est pas une fatalité et que tous peuvent avoir accès à des conditions de vie dignes dans notre pays. Un tribun se dégage alors comme porte-parole de ce front de résistance : Jean-Luc Mélenchon, et il en sera le candidat commun en 2012. Pour la première fois depuis 30 ans, soit depuis Georges Marchais en 1981, un candidat situé à gauche de la social-démocratie libérale atteignait un score à deux chiffres (11%) et 4 millions de voix.

Ce front anti-libéral redonnait un espoir aux couches populaires quant à la possibilité d'une politique qui prenne enfin en compte l'être humain et non pas seulement les profits de quelques-uns. Au-delà du programme qui ouvrait une perspective de rupture avec le libéralisme ambiant, Jean-Luc Mélenchon, usant de ses talents de tribun, se détachait pour porter avec force ces idées, faisant jeu égal voire surclassant les pseudos experts des médias et donc du capital. JLM avait su rompre avec les organisations qui ont, comme le PS et les Verts, trahi.

Jean-Luc Mélenchon a confirmé en 2017, malgré les tergiversations de la campagne, avec 7 millions de voix et près de 20% des suffrages exprimés.

Ceci est la conséquence, peut-être, du contenu du programme de Jean Luc Mélenchon mais surtout le fruit de sa stratégie adaptée à la situation politique. Contrairement au PCF malheureusement, il a très bien compris ce qu'incarnait le PS pour les masses et il n'a cessé de s'en démarquer et de justifier ses désaccords avec ce parti.

Ainsi, en l'absence de toute préparation sérieuse pour que les communistes se déterminent sur un candidat (fusse-t-il une nouvelle fois JLM), l'auto-proclamation de la candidature de Jean-Luc Mélenchon dès février 2016 a d'abord permis de décrédibiliser les primaires du PS (qui se voulaient « de toute la gauche ») en traçant une ligne de démarcation entre deux gauches irréconciliables, et de placer le PCF devant le fait accompli rendu possible par un manque cruel de préparation de la direction. Pour ces raisons, JLM est apparu clairement comme un candidat de rupture, le candidat du changement. Notre parti n'a pas été aussi clair, en conséquence des stratégies opportunistes électorales précédemment citées : la direction du Parti tergiversait et donnait alors du crédit aux Primaires, laissant alors le champ libre à Mélenchon, puis ce fut la recherche sans arrêt de l'union avec Hamon, y compris après que le PCF se soit pourtant prononcé, certes non sans réserves, en faveur de JLM...

Dans cette période obscure de recul social et démocratique avec l'institutionnalisation de l'état

d'urgence et la répression violente qui se multiplie, soutenir à nouveau la candidature de JL Mélenchon permettait d'affirmer l'unité du camp de la résistance, celle du front anti-libéral. Ce succès à l'élection présidentielle s'est confirmé lors de l'élection législative avec 28 députés du camp de la résistance contre 10 lors de la précédente mandature.

Ce front anti-libéral a attiré via le mouvement-parti de la 'France Insoumise', non seulement des électeurs qui avaient déserté les urnes, voire plus marginalement votaient pour le FN, mais encore plus de citoyens novices ou dégoûtés par la politique que lors des élections de 2012. Une action l'illustre : les « caravanes » dans les quartiers populaires organisées par les comités France Insoumise, quartiers où l'abstention est devenue la règle, pour capter l'aspiration profonde au « dégaisme » des secteurs populaires les plus éloignés de la conscience politique.

Le mouvement 'France Insoumise' a connu une réelle audience de masse en 2017 mais a permis aussi de mettre en branle une nouvelle génération militante, quand bien même il reste inévitablement marqué par la prédominance des couches moyennes.

Notre Parti a vécu difficilement cette séquence électorale, présidentielle comme législative (même si, in fine, nous maintenons un nombre inespéré de 11 députés communistes).

La concurrence avec la France Insoumise pour les candidatures aux législatives, dont le PCF et la FI sont mutuellement responsables, a entraîné un climat exécrable entre militants qui, pourtant, ont besoin aujourd'hui, d'unité dans la lutte contre ce gouvernement libéral.

Pour nous, il ne sert à rien de réécrire l'histoire, et de chercher des responsabilités ailleurs qu'en notre sein. Bien sûr, la liste est longue des vexations subies. Mais ce n'est pas Mélenchon qui a marginalisé le PCF, **c'est le PCF qui s'est lui-même marginalisé par deux décennies (au bas mot) de suivisme opportuniste du PS**, nous emportant au final dans la vague « dégaïste » qui exprime une profonde aspiration au renouveau. C'est cela qu'il faut corriger, car ce n'est pas le PCF de lutte de classe qui a subi le « dégaïste » mais le PCF actuel de collaboration de classe qui veut « reconstruire la gauche », c'est-à-dire faire ré-émerger les forces englouties qui l'ont jusqu'ici entraîné dans la noyade.

Soutenir la candidature de Jean – Luc Mélenchon : une erreur ?

Pour beaucoup de camarades, les mauvais résultats du parti aux législatives sont dus au fait que nous nous sommes effacés à la Présidentielle derrière Jean – Luc Mélenchon. Toutefois, le PCF, en étant décrédibilisé par ses mains tendues au PS, à côté d'un Jean Luc Mélenchon beaucoup plus clair et cohérent, n'aurait pas été plus visible et n'aurait certainement pas obtenu de meilleurs scores, qui plus est en improvisant une candidature de dernière minute qui aurait tout autant pu porter préjudice au parti. D'autant plus que le programme de la FI n'apparaît pas sur les grandes lignes comme portant un projet fondamentalement différent (« la France en commun » ne présente pas de différence significative par rapport à « l'Avenir en commun » aux yeux du grand public). Par ailleurs, compte tenu de la menace euro-libérale incarnée par Emmanuel Macron et de la menace fasciste incarnée par Marine Le Pen, nous avons besoin d'un rassemblement sur des bases claires (c'est-à-dire en dehors du PS, parti porteur de l'héritage de Hollande). La division n'aurait pas été pertinente et aurait pesé, à tort ou à raison, sur le PCF plus que sur la FI.

D'autres camarades soulignent les limites de Jean-Luc Mélenchon qui ne propose que des réformes progressistes et non le renversement du capitalisme. S'il est vrai que son programme n'est pas notre projet sur le long terme, sur le court terme il est l'expression d'une **étape de résistance aux politiques libérales et liberticides**. Soutenir la candidature de Jean Luc Mélenchon, faute de l'existence d'un vrai parti communiste en capacité de jouer son rôle de tribun du peuple avec une audience de masse, permettait donc de contribuer à la conscientisation politique des masses et à la construction d'un rapport de force mobilisable pour mener de futures luttes. Ce n'était en rien une erreur.

Ce choix n'empêchait pas et n'empêche toujours pas de **réfléchir à notre propre organisation et à sa reconstruction, à l'opposé justement de la dissolution dans le mouvementisme insoumis**. Union ou front n'est pas fusion.

Ne pas sous-estimer ni surévaluer la place de la FI aujourd'hui

Si la critique de l'action ou du programme de la FI est une condition pour déterminer avec précision les éléments sur lesquels ou pour lesquels nous pouvons agir conjointement, la critique d'opposition systématique, parfois calomnieuses, de chaque faits et gestes est vaine et même contre-productive (dégradant l'image du parti et renforçant le prestige de celui qui subit ses attaques). Ceci est également contreproductif compte tenu de nombre de choix stratégiques et programmatiques actuels de notre organisation qui sont plus que discutables. Il faut tenir compte de la place prise par la FI, pour nous positionner et aller de l'avant.

La France Insoumise apparaît aujourd'hui en première position des forces politiques antilibérales, et des forces politiques d'opposition à Macron ; c'est elle qui a le plus d'écho dans la société et dans les médias. Nous savons que cela contraste souvent cruellement avec l'importance de leurs forces militantes sur le terrain au quotidien.

Cette place prise, gagnée sur le terrain électoral, semble conduire la FI à une erreur d'analyse de la situation : s'il est juste de vouloir, non pas « fédérer la gauche » mais « fédérer le peuple » en ce sens qu'il faut s'adresser aux classes et couches sociales sur la base de leurs intérêts, c'est une erreur de considérer que la « France Insoumise » en tant que mouvement réussira à elle-seule à « fédérer » le peuple dans le combat antilibéral. Cette erreur d'analyse, doublée d'une ambition hégémonique, a poussé la FI à s'ériger en organisation « dirigeante » du combat politico-social contre Macron. Pour autant, la FI n'a pas la capacité réelle de diriger et de rassembler l'ensemble des forces sociales (syndicales notamment) et politiques derrière elle, d'autant qu'elle apparaît comme une force qui peut tendre à diviser ces organisations plus qu'à en soutenir et en démultiplier l'action. Comme l'a montré l'initiative du 23 septembre, et même celle du 5 mai, quand bien même la FI a tenté d'employer pour lancer le 5 mai une autre méthode pour moins se mettre en avant.

L'action de la FI n'est sur ce point pas comparable à l'hégémonie acquise progressivement par les communistes lors des années de conquêtes sociales. Ces derniers savaient user du syndicat et du parti pour renforcer et démultiplier leur action et leur influence réciproque au profit des travailleurs en lutte.

La FI n'a pas les moyens de la politique hégémonique qu'elle tente d'imposer. Son réseau

militant dans toutes les associations, organisations sociales et syndicales est trop faible. Cela devrait l'inciter à plus d'humilité et à travailler de façon unitaire à des co-élaborations, y compris quand elle n'en est pas à l'initiative. A l'image du travail en commun ayant conduit à la manifestation unitaire à Marseille le 14 avril.

Ainsi nous devons juger la FI pour ce qu'elle est : un mouvement qui a rencontré et rencontre encore une indéniable audience de masse chez les citoyens ; un mouvement qui a des capacités organisationnelles de mise en branle d'une partie du peuple, mais qui **va devoir accepter qu'il n'est qu'une composante du mouvement social**.

Il s'agit là de critiques que l'on peut apporter à la FI ; mais cela ne veut pas dire que nous, communistes, devons nous réfugier dans une attitude sectaire vis-à-vis de ce mouvement, particulièrement quand des luttes décisives sont en cours. La lutte de classe est là pour rappeler à la FI qu'elle n'est qu'une composante partielle parmi d'autres des forces militantes organisées dans le combat. Nous devons avoir une attitude critique ET unitaire avec la FI dans le combat politique et social pour faire évoluer cette attitude dominatrice et élever le niveau de conscience et les capacités d'action des travailleurs.

Le redressement révolutionnaire du Parti communiste ne s'oppose pas à l'unité d'action avec la FI

Notre Parti ne pourra pas se redévelopper comme parti communiste révolutionnaire sans rompre, non seulement avec l'opportunisme, mais aussi avec le sectarisme.

Rompre avec le sectarisme, c'est partir du constat que le Parti est aujourd'hui une composante affaiblie du mouvement ouvrier et populaire, du mouvement de résistance « antilibérale », et qu'il doit regagner ses galons et la confiance des classes populaires s'il veut un jour redevenir la force dominante du mouvement ouvrier et populaire qu'il fût. Pour cela, le PC ne doit pas chercher l'illusion du confort en s'isolant du mouvement de masse, aujourd'hui largement non-communiste, mais travailler au coude à coude avec ses composantes, dont fait partie la FI et cela malgré toutes les difficultés. On ne fuit pas devant une difficulté de cet ordre, on s'y confronte.

Nous devons unifier la ligne de résistance pour refouler l'ennemi principal ! Le Parti ne doit pas chercher à bâtir, en concurrence avec les autres dynamiques de résistance populaire à l'œuvre, son propre « front de résistance » autocentré. A l'inverse, il doit participer, avec son identité, au front large de résistance, même quand il est impulsé par la FI et en devenir l'un des éléments moteurs. C'est dans le combat commun que nous devons faire nos preuves, c'est dans le combat commun qu'éventuellement nous montrerons à terme notre capacité à reprendre la direction. Il en a toujours été ainsi du travail communiste dans le mouvement syndical ; il doit en être de même sur le terrain plus directement politique, même si cela bouscule nos habitudes de travail acquises en des temps aujourd'hui révolus, nous qui avons été habitués depuis des décennies à être la force politique principale de la contestation sociale. Cela n'est pas simple, parce que justement la France Insoumise a tendance à ne pas vouloir travailler à l'unité d'action avec le PCF. Les communistes le savent : « l'union est un combat ! »

Travailler à l'unité d'action nécessite également d'être à l'initiative, notamment sur des actions,

sujets et thématiques que la France Insoumise, de par ses positions et ses contradictions, ne pourra assumer. Nous devons continuer à développer nos propres actions ; tout en cherchant donc l'unité dès que cela est possible et nécessaire.

Unité n'est pas suivisme !

Rompre avec l'opportunisme et reforgez un Parti communiste sur ses bases de classe (avec sa théorie révolutionnaire) est cependant la condition sine qua non pour ne pas sombrer dans le suivisme vis-à-vis de la France Insoumise. Dans l'unité d'action immédiate avec la FI et les masses mobilisées, **les communistes doivent être ceux qui visent plus loin, qui cherchent à approfondir la rupture antilibérale jusqu'à une rupture anticapitaliste**. Nous devons nous inspirer de ce que Marx et Engels indiquaient dans le Manifeste en 1848, bien sûr en nous adaptant à la situation actuelle :

*« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? (...) Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. (...) Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. **Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.** 2. **Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.** (...) Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, **la fraction qui stimule toutes les autres** ».*

Ainsi, dans la lutte de masse (y compris donc la lutte menée par la FI comme force politique aujourd'hui dominante de l'antilibéralisme), notre Parti ne pourra se développer sans une ligne claire : ligne claire sur le programme, ligne claire sur les alliés.

Benoît Hamon, un candidat au service du capital qui ne saurait être un allié

Durant la présidentielle, la question du rassemblement avec Benoît Hamon a été soulevée par la direction du Parti et continue d'être soulevée aujourd'hui.

Durant le quinquennat Hollande, Benoît Hamon a pourtant été pleinement acteur des réformes nocives pour les travailleurs. Il a été ministre sous le CICE, l'ANI et la réforme des retraites. Bien qu'il se soit affublé du titre de député « frondeur », il ne s'est jamais réellement opposé à un budget austéritaire. Pire encore il n'a jamais voté la motion de censure contre la Loi Travail, alors qu'elle permettait de faire barrage à ce texte nocif... Il n'a également jamais vraiment participé aux mobilisations contre ce texte... Les « frondeurs » étaient bien le flanc « gauche » du dispositif Hollande, comme le reconnaît encore celui-ci dans une interview récente où il montre qu'il avait besoin d'eux (*« S'il avait fallu les exclure, je pense que je n'aurais même plus eu de majorité durant le quinquennat »* L'Obs, 14 décembre 2017).

Son score à la Présidentielle montre à quel point il n'aura finalement servi qu'à diviser. Aujourd'hui encore, malgré son départ du PS, le programme de Benoît Hamon reste un programme de la « deuxième droite », celle qui fait passer pour « de gauche » les mesures que la droite traditionnelle n'arriverait pas à imposer. Le « cheval de Troie » du « revenu-universel »

ou le leurre de la prétendue réformabilité de « l'Europe » (c'est-à-dire de l'UE) pour une introuvable « Europe sociale », en font un valet très utile au capital.

Faussement étiqueté de « gauche » par les médias pendant la campagne présidentielle, sa fonction objective était de diviser les voix à la gauche du PS au détriment du rassemblement autour de la candidature de Jean Luc Mélenchon, lequel n'est certes pas en rupture totale avec le capitalisme, mais seulement avec son versant ultra-libéral. Or dans l'étape de résistance en cours, la rupture avec ce versant ultra-libéral et la 5^{ème} République étaient les objectifs atteignables.

Les appels du pied que la direction du Parti a réalisés et qu'elle continue de faire envers Benoît Hamon sont donc inacceptables. Sous couvert de rassemblement, cela contribue en réalité à empêcher l'unité du front de résistance, qui plus est quand cela est basé sur un « deux-poids, deux-mesures » où chaque geste de la FI (qui n'est pas exempte de reproches) est présenté comme un acte de guerre et où dans le même temps sont tuées toutes les critiques et accusations que nous devrions adresser à Benoît Hamon. La construction d'un front de résistance réellement antilibéral ne pourra se faire avec un tel pantin masqué du capital. Hamon, qui a quitté le radeau du PS quand ce dernier n'a plus rien à offrir, représente clairement une tentative de rénovation de la social-démocratie européenne, donc d'accommodements avec le système, CONTRE la dynamique populaire antilibérale et eurocritique en cours dont la FI est porteuse, quand bien même celle-ci est aussi idéologiquement social-démocrate, mais une social-démocratie radicale expression de la radicalisation des couches moyennes frappées par la crise du capital.

Reconstruire un programme communiste, notamment sur l'Europe

Une ligne claire sur le programme doit s'appuyer tout d'abord sur la rupture avec les politiques austéritaires et les partis porteurs de cette politique. Il n'y a pas de notion de « gauche » qui justifierait de sauver le PS par exemple, c'est le contenu qui prime : il faut rompre avec les partis (notamment le PS ou EELV) qui refusent de remettre en cause l'étranglement financier et la confiscation de souveraineté que nous impose les différents traités européens.

Alors que le Parti était historiquement le fer de lance de la lutte contre la construction européenne, faisant échouer en 1952 la CED (Communauté européenne de défense), contre la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le « Marché Commun » et sa PAC, qui ont vu la fermeture des mines au profit de l'Allemagne, la disparition progressive de nos petits agriculteurs et donc d'une production soucieuse d'une certaine qualité pour les consommateurs, alors qu'en 1992 notre Parti menait encore fermement la lutte contre le Traité de Maastricht (contre tous ceux qui croyaient alors au mythe de l'Europe sociale, dont d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon à l'époque), nous avons connu depuis une « mutation » idéologique, nous ralliant à l'Europe du capital (que l'on veut simplement réformer de l'intérieur), l'« Union Européenne » étant conçue comme un cadre indépassable.

Or, en termes de résistance au libéralisme, comment peut-on imaginer mener une politique en faveur du peuple quand le carcan européen nous enserre et nous astreint à l'austérité éternellement renouvelée ? Aujourd'hui, les coups ne font que pleuvoir contre le peuple travailleur : sécurité sociale, code du travail, retraites, salaires, emploi, industrie, casse du rail...

tout est en recul avec la bénédiction des vautours bruxellois. « L'Europe sociale » est une illusion dangereuse et inatteignable, qui, tel le remplissage du tonneau des Danaïdes, nécessite toujours une louche supplémentaire de mesure régressives. Le Parti cède une fois de plus aux sirènes sociales-démocrates repoussant ainsi, de fait, toute perspective de progrès social pour le peuple français et aliénant sa souveraineté aux intérêts du capital financier. De plus, s'accrocher au mirage européen nous éloigne des classes populaires qui y sont largement hostiles. Sur le terrain eurocritique, qui est un des combats historiques du PCF et de la CGT, c'est par ailleurs un comble de laisser l'initiative à la France Insoumise. Lors de la campagne présidentielle, ayant lancé le slogan « *L'UE, on la change ou on la quitte* », JLM posait nettement la question du « Frexit », condition de la réalisation de son programme, mais que fuit l'actuelle direction du Parti acquise à l'idéologie européiste.

Se battre pour la rupture avec les traités européens qui nous étranglent, c'est desserrer l'étau, c'est replacer la lutte dans le cadre national qui est le cadre accessible pour faire avancer notre lutte révolutionnaire. Il n'y a jamais eu, et nous ne sommes pas prêts de voir la moindre mobilisation victorieuse à l'échelle de l'UE tant cette machine tend justement à diviser les peuples et à accroître la concurrence entre les travailleurs. Comme le disaient déjà Marx et Engels en 1848 dans le Manifeste : « *Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot* ». Il n'y a aucun « internationalisme » à rester dans l'UE, au contraire ce serait maintenir la puissance d'une machine d'oppression des peuples.

La prochaine élection européenne se présente de bien mauvaise façon si le Parti a comme objectif de proposer l'alliance de la carpe et du lapin en lançant un appel à une « liste commune à gauche » pour les européennes allant de Génération-s (Hamon), qui ne prévoit pas de sortir des traités et ne veut donc même pas de plan A, à la France Insoumise qui propose, in fine, un plan B, la sortie de l'Union Européenne.

Même si le programme de la FI est insuffisant en ce qu'il laisse croire à l'illusion d'un plan A, à savoir une solution négociée dans le cadre européen, ce programme, par le fait même qu'il envisage un plan B de sortie unilatérale, est un progrès par rapport à la position du Parti qui refuse malheureusement par principe un éventuel plan B.

Si alliance il devait y avoir pour le Parti à ces élections, la seule envisageable serait donc avec la France Insoumise. A condition bien sûr que cela ne se fasse pas sur le plus petit dénominateur commun dont nous ne voulons pas, à savoir le seul « plan A » ; ce qui est en effet malheureusement possible, si l'on observe le « texte commun » signé par la FI avec Podemos et le Bloco portugais qui ne fait plus aucune référence au plan B !... ce qu'a souligné bien sûr avec satisfaction Pierre Laurent (cf. L'Huma du 17 avril 2018).

Pour nous en effet, la question prioritaire est bien celle du programme, et cela nécessite un changement radical pour le Parti, qui doit renouer avec ses fondamentaux marxistes-léninistes en mettant en avant une orientation claire: pour briser le carcan austéritaire et ébranler les forces du capital, **il faut combattre pour la sortie de la France du carcan de l'Union Européenne**, comme condition de mise en œuvre de toute politique souveraine progressiste, et de construction de véritables coopérations et alliances progressistes (en Europe et ailleurs).

La souveraineté nationale, faut-il le dire, n'a au demeurant jamais été antinomique avec la coopération fraternelle entre les peuples. Que ce soit la lutte des peuples pour leur libération du colonialisme ou le socialisme, c'est encore et toujours ce cadre national qui a dicté les contours de la lutte et permit les victoires.

La prise de conscience nationale d'un peuple opprimé permet de ramener la lutte pour l'émancipation contre son exploiteur immédiat : la bourgeoisie qui le dirige. Aujourd'hui encore, la défense de la souveraineté nationale contre l'impérialisme est fondamentale : Yougoslavie, Irak, Afghanistan, Mali, Libye, Syrie, Venezuela... autant de pays où les dirigeants des grandes puissances impérialistes (dont la France) condamnent des gouvernements qu'ils qualifient de dictatoriaux pour venir imposer leur conception de la « démocratie » à coup de bombes, ou de « révolutions colorées ».

Le résultat est probant... mais pour nos multinationales, car les peuples de ces pays sont plongés dans le chaos, divisés entre ceux qui obtiendront le meilleur accord avec l'exploiteur impérialiste pour asseoir leur baronnie locale. De ces états unifiés, il en ressort souvent des peuples divisés et en guerre interne pendant que nous pillons leurs richesses en toute impunité. Nous dénonçons justement avec vigueur les attentats des fascistes de Daesh sur notre territoire mais cela ne dérange pas notre gouvernement de les armer contre le président légitime que s'est choisi le peuple syrien. Apporter la paix dans un pays qui n'était pas en guerre à coups de bombes est une conception assez particulière de la démocratie. Plus que jamais nous devons dénoncer ces formes néo-coloniales de domination qui sèment l'instabilité et conduisent le monde perpétuellement au bord de la troisième guerre mondiale. La lutte anti-impérialiste est un des marqueurs identitaires des communistes. Nous devons être à l'avant-garde sur ce terrain-là où, au demeurant, la France Insoumise sera plus hésitante ou traversée de contradictions.

Camarades,

Nous assistons à un recul social d'une ampleur inégalée, non du fait de catastrophes naturelles contre lesquelles l'homme n'a pas de technologie adaptée, mais du fait de l'accaparement des moyens de production, et par là des richesses, par une minorité laissant des populations entières dans le dénuement le plus total.

Quels reculs ! Les bidonvilles renaissent dans nos quartiers, les guerres impérialistes se multiplient et sous couvert de « démocratie » et de « droit-de-l'homme » de façade, la France, présente sur de multiples théâtres de guerre, tue des enfants, des femmes et des hommes ; des maladies que l'on pensait éradiquées comme la tuberculose reviennent dans les quartiers les plus pauvres, l'espérance de vie en bonne santé recule ! Et ceci ne concerne pas des pays dits « en voie de développement » mais bien la 5ème puissance économique mondiale.

Face à cela, la résistance peine à s'organiser. L'ultra-libéralisme sans cesse renouvelé réussit encore à faire illusion et la menace fasciste est toujours en embuscade.

Nous sommes communistes et œuvrons à l'avènement de la société socialiste-communiste développée où les travailleurs auront directement le pouvoir, perspective historique indispensable car le capitalisme comme système social est en voie de putréfaction et épuise les

hommes et la nature pour les profits honteux d'une infime minorité. Seule la socialisation des moyens de productions et d'échange sous le contrôle des travailleurs permettra de bâtir une société où les besoins de chacun seront satisfaits, non pas du fait de la fortune de leur naissance mais simplement du fait qu'ils sont nés et contribuent à la vie collective. Seule une telle société qui abolira la concurrence entre les travailleurs, arme du capital pour maintenir son oppression, permettra de développer une politique pacifique de coopération avec les autres Etats.

Mais cette perspective historique nécessite de bâtir le front de résistance au capital en partant des luttes quotidiennes d'aujourd'hui, toutes partielles ou partiales soient-elles. C'est dans ce travail de résistance quotidienne, aux côtés des autres forces qui la mènent, syndicales mais aussi politiques, que notre Parti se reconstruira comme force motrice de la lutte des masses et regagnera, grâce à l'exemplarité des militants communistes, son rôle d'avant-garde sur le plan politique et idéologique. C'est ainsi que le Parti communiste redeviendra un parti de combat et retrouvera son rôle de tribun du peuple que l'opportunisme nous a fait perdre !

100 ans après la glorieuse révolution soviétique, prendre de telles résolutions, c'est le plus bel hommage à rendre à ces militants, connus ou inconnus, qui pendant un siècle ont semé les graines de l'espoir d'un monde meilleur pour tous !

Le 14 mai 2018

Signataires au 07 juin 2018 :

- **Matthieu Cauvin, section d'Orchies /59**
- **Quentin Le Matt, section de Lille /59**
- **Florence Pin, section de Valenciennes /59**
- **Sacha Burgy, section Orne-Basse /57**
- **Aurélien Dacquignies, section d'Orchies /59**
- **Geoffrey Debailleux, section Est-Cambrésis /59**
- **Arthur Fourcade, section de Valenciennes /59**
- **Vivien Mahiette, section de Lille /59**
- **François-Xavier Mozin, section de Grasse /06**
- **Johan Oudit, section de Metz /57**
- **Jérémy Ozog, section de Grasse /06**
- **Jean-Claude Poncheele, section de Villeneuve d'Ascq /59**
- **Didier Porthault, section de Dijon /21**
- **Dylan Robert, section de Seclin /59**
- **Matthieu Savary, section de Cambrai /59**
- **Georges Simard, section de Vernon /27**
- **Nathalie Szabadi, section de Trith-St-Léger /59**
- **Pierre Vangoethem, section de Lille /59**
- **Simon Verdun, section Paris Vème /75**
- **Jihad Wachill, section Paris XIXème /75**

Camarades, si vous souhaitez co-signer ce texte, écrivez à :

« contribution.rebatirPCF@gmail.com »

Sur le réseau , retrouvez la Page « contribution rebâtir le PCF »